

FAITS SAILLANTS (16 févr. 2022)

- En 2022, 3,6 millions de personnes qui représentent environ 15 pour cent de la population nigérienne auront besoin d'une assistance humanitaire.
- Le Plan de réponse humanitaire 2022 cible 2,3 millions de personnes pour une aide humanitaire urgente, un peu plus de 62 pour cent des personnes estimées dans le besoin.
- CERF vient d'octroyer au Niger un montant total de 10 millions de dollars américains, soit l'équivalent de 5,745 milliards FCFA.
- 2,5 millions de personnes sont en situation de crise ou pire. Leur nombre pourrait atteindre 3,6 millions de personnes au cours de la période de soudure (juin-août 2022).
- Les autorités estiment à 579, le nombre d'écoles fermées à la fin de l'année scolaire 2020-2021 sur les 2 247 écoles que compte la région, soit 23,66%.

**CHIFFRES CLÉS****3,8M**

de personnes dans le besoin

313K

personnes déplacées à l'intérieur du pays

234K

réfugiés

2M

en situation d'insécurité alimentaire

FINANCEMENT (2021)**\$523.2M**

Requis

\$222.6M

Reçu

**43%**

Progrès

FTS: <https://fts.unocha.org/appeals/1033/summary>**CONTACTS****Modibo Traore**Chef de bureau
traorem@un.org**Laura Fultang**Unité de l'Information Publique et de la
Communication Stratégique
fultangl@un.org**ARTICLE PRINCIPAL** (16 févr. 2022)**Communiqué de presse**

Niamey, le 15 février 2022, - Le Niger est confronté à des crises diverses exacerbées par des chocs climatiques, épidémiologiques et surtout sécuritaires qui perturbent la fourniture des services sociaux essentiels aux personnes vulnérables. En 2022, 3,6 millions de personnes qui représentent environ 15 pour cent de la population nigérienne auront

besoin d'une assistance humanitaire.

Cette année, le pays traverse l'une des crises alimentaires les plus graves de ces vingt dernières années. La situation nutritionnelle est tout aussi préoccupante avec une prévalence de la malnutrition chronique de 45,1 pour cent, supérieure au seuil de 30 pour cent.

Le Plan de réponse humanitaire 2022 cible 2,3 millions de personnes pour une aide humanitaire urgente, un peu plus de 62 pour cent des personnes estimées dans le besoin. La communauté humanitaire recherche 552,6 millions de dollars américains pour fournir l'assistance multisectorielle.

« Je crois pouvoir dire sans risque que le dévouement et la qualité de la collaboration des autorités au niveau central et déconcentré assurent la bonne conduite des opérations humanitaires au Niger », a dit Madame Louise Aubin, Coordinatrice humanitaire au Niger.

Les interventions du Plan de Réponse Humanitaire seront complémentaires aux activités prévues dans le cadre du Plan de Soutien du Gouvernement d'un budget de 279 254 989 581 FCFA, soit 481 millions de dollars américains. Les personnes ciblées incluent les populations déplacées internes, les communautés hôtes et les réfugiés ainsi que les victimes des inondations.

« Le gouvernement s'emploiera à prendre toutes les dispositions nécessaires à la réduction des risques et à apporter l'assistance nécessaire à nos concitoyens en situation de vulnérabilité dans un cadre de gouvernance responsable et d'une gestion efficace et inclusive de l'action humanitaire et des catastrophes... », a déclaré M Ouhoumoudou Mahamadou, Premier ministre du Niger.

En 2021, environ 1,4 million de personnes ont bénéficié d'une assistance humanitaire au Niger, dans le cadre du Plan de Réponse Humanitaire grâce à l'appui des donateurs. Le soutien humanitaire international est plus que jamais sollicité pour assurer que la population nigérienne en situation de vulnérabilité reçoive l'aide dont elle a besoin.

Pour plus d'information, veuillez contacter,

M. Oumarou Lalo Keita, Conseiller en Communication du Premier ministre du Niger, keita_oumarou@yahoo.fr, (+227) 91 82 22 95

Mme. Laura Fultang, Chargée de l'information publique, fultangl@un.org, (+227) 99 71 71 39

ANALYSE (11 févr. 2022)

Le CERF alloue plus de 5 milliards de francs CFA au Niger pour soutenir les personnes affectées par l'insécurité alimentaire au Niger

Niamey, 11 février 2022 - Le Fonds central d'intervention d'urgence du Système des Nations unies (CERF) vient d'octroyer au Niger un montant total de 10 millions de dollars américains, soit l'équivalent de 5,745 milliards FCFA, pour apporter une assistance humanitaire pendant les 12 prochains mois à 311,700 personnes affectées par la crise alimentaire dans les huit régions du pays, en appui au plan d'urgence du gouvernement.

Selon le Ministère de l'Agriculture, le Niger a enregistré un déficit céréalier estimé à 870 000 tonnes en 2021, soit une baisse de production de 1 500 000 tonnes par rapport à 2020. La production brute par habitant (160 kg/habitant) est la plus faible depuis plus de 20 ans. Les régions de Diffa et de Tillabéri sont les plus affectées, mais la situation est particulièrement

alarmante pour la région de Tillabéri, à la fois en proie à la sécheresse et aux conflits.

Les fonds ainsi mobilisés permettront aux agences des Nations unies et leurs partenaires opérationnels (ONG et Services techniques de l'Etat), de fournir une assistance d'urgence dans les secteurs de la sécurité alimentaire, la nutrition, la santé et la protection, dans les régions de Tillabéri, Diffa, Tahoua, Dosso, Maradi, Zinder, Agadez et Niamey.

Selon les résultats du Cadre Harmonisé de novembre 2021, au Niger 2,5 millions de personnes sont en situation de crise ou pire (Phases 3-5). Il s'agit de personnes qui ont besoin d'une assistance immédiate. Leur nombre pourrait atteindre 3,6 millions de personnes au cours de la période de soudure (juin-août 2022).

Pour faire face aux besoins induits par ce choc, le Gouvernement a mis en place un plan d'urgence couvrant la période de novembre 2021 à mars 2022 et sollicité un appui du Système des Nations Unies pour répondre aux besoins des ménages vulnérables durement affectés. En réponse à cette requête, la Coordinatrice Humanitaire a saisi le Secrétaire Général Adjoint aux Affaires Humanitaires et Coordonnateur des Secours d'Urgence des Nations unies, Monsieur Martin Griffiths, qui a bien voulu octroyer une allocation d'urgence en soutien aux efforts du Gouvernement.

« La crise alimentaire qui sévit actuellement au Niger fait déjà souffrir des centaines de milliers de familles. La communauté humanitaire déploie tous ses efforts pour leur venir en aide », a déclaré Louise Aubin, la Coordinatrice Humanitaire pour le Niger.

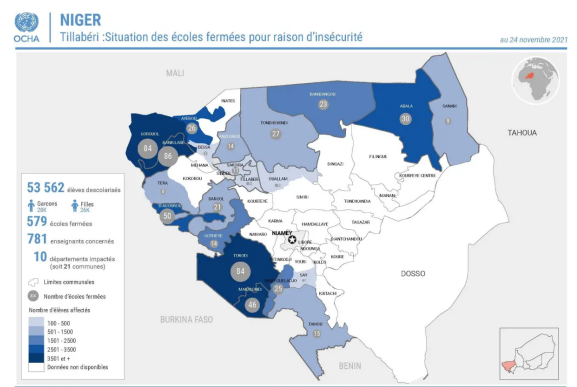
Cette allocation de 10 millions USD, soit 5,745 milliards FCFA, est le tout premier financement que le CERF a déboursé au profit du Niger, depuis le début de cette année (2022).

Établi en 2005 dans le cadre de la réforme humanitaire, le CERF offre une occasion unique pour des pays en crise d'accéder à un financement rapide, flexible et immédiatement disponible et permettre ainsi de sauver des vies humaines et de renforcer les capacités de réponse de la communauté humanitaire.

CONTEXTE (20 déc. 2021)

Les conflits et l'insécurité impactent la fréquentation scolaire dans des zones frontalières du Burkina Faso

La menace persistante des éléments présumés de Groupes Armés Non Étatiques (GANE) opérant à l'ouest de Tillabéri, limitrophe aux zones frontalières avec le Burkina Faso a provoqué d'importants mouvements de populations et le décrochage scolaire de nombreux élèves obligés de fuir leurs villages avec leurs parents. Sur les treize départements de la région, huit sont directement impactés (Abala, Ayorou, Gotheye, Tillabéri, Say, Ouallam, Téra, Torodi). Depuis le début de l'année, les villages de provenance du département de Torodi continuent de se vider de leurs populations qui se dirigent vers le centre du chef-lieu. En dépit de la présence d'une position des forces de défense et de sécurité (FDS) à Boni (45 km) de Makalondi et des patrouilles régulières dans la zone, l'insécurité persiste dans la région. Torodi est indubitablement l'un des départements les plus touchés. Au 13 novembre 2021, le total des écoles fermées a atteint 93 sur les 154 écoles que compte ce département, selon la lettre N°05/21-22/ICEP Tdi du 13/11/2021 de l'inspecteur de Torodi.



Environ 12 186 enfants, dont 5 917 filles, sont privés de leurs droits à l'éducation, soit parce que les écoles ont été forcées de fermer, ou leurs parents n'ont pas les moyens de les envoyer dans les localités où il existe encore des écoles fonctionnelles ; souvent, faute d'infrastructures d'accueil, certaines écoles ne peuvent pas accueillir de nouveaux élèves pour assurer la continuité pédagogique. Globalement, dans les endroits où les écoles sont encore fonctionnelles, les effectifs restent toutefois pléthoriques. En dépit d'un climat délétère, toutes les écoles encore fonctionnelles à la fin de l'année 2020-2021 (89 sur 154 écoles, soit 57%) ont effectivement réouvert leurs portes à la rentrée d'octobre, cette année, indiquent les autorités.

Actuellement, la situation sécuritaire est très instable et fragilisée par la présence des éléments présumés de GANE récemment aperçus dans les villes de Torodi et de Makalondi. Tout porte à croire que ces derniers se sont implantés dans ces zones et infiltrés les populations locales. Traumatisées, ces dernières vivent dans la psychose ; le trafic routier à l'accoutumer très intense sur ce tronçon a considérablement diminué.

ANALYSE (20 déc. 2021)

Plus de 53 000 élèves affectés par l'insécurité dans la région de Tillabéri

À l'échelle de la région de Tillabéri, les autorités estiment à 579, le nombre d'écoles fermées à la fin de l'année scolaire 2020-2021 sur les 2 247 écoles que compte la région, soit 23,66%. Au total 53 562 enfants, dont 25 828 filles, ont été ainsi privés du droit à l'éducation, à cause des activités liées aux groupes armés. À ce jour, la région enregistre 9 833 élèves déplacés, selon les autorités. Pour rappel en 2020, 377 écoles ont été fermées à travers la région, affectant plus de 30 000 enfants. Les acteurs du secteur de l'éducation prévoient que cette année, la région de Tillabéri verra ses besoins augmenter à cause de la forte menace sécuritaire consécutive à la montée en puissance des groupes armés le long de la frontière avec le Burkina (Torodi, Makalondi et même le sud Say). Les nombreux cas d'abandons dus à l'insécurité sont enregistrés.

Globalement, le secteur de l'éducation est confronté à de nombreux défis. Selon le Plan de transition du secteur de l'éducation et de la formation (PTSEF 2020-2022 : Étude sur les enfants et adolescent(e)s en dehors de l'école (EADE) au Niger, Rapport final, UNICEF 2018) plus de 50% des enfants de 7 à 12 ans sont hors de l'école. Pour les jeunes de 13 et 16 ans, ce pourcentage s'élève à 60 %. Au total, 2 634 271 enfants et adolescents sont hors de l'école. Ce sont majoritairement des ruraux provenant des régions de Maradi, Tahoua et Zinder. Malgré les importantes ressources budgétaires affectées au secteur de l'éducation (20% du budget alloué chaque année), les performances sont négativement impactées.

La répartition des enseignants dans les régions puis dans les établissements, connaît beaucoup de disparités. Alors qu'au niveau national la dotation est d'un enseignant pour 36 élèves au primaire, on observe des chiffres aussi bas qu'un enseignant pour 26 élèves à Diffa et des chiffres aussi élevés qu'un enseignant pour 45 élèves à Maradi. (PTSEF 2020-2022) En plus, des milliers d'enfants à la rue sont des proies faciles pour les GANE, car entre la rue et les rangs des GANE, il n'y a qu'un pas à franchir. Aujourd'hui, nombreux sont les acteurs dans la région qui craignent que ces milliers de jeunes déscolarisés ne soient récupérés par des groupes armés. Des témoignages recueillis auprès de sources locales confirment la disparition de nombreux élèves déscolarisés originaires d'un village dont elles se sont gardées de citer le nom ; et l'on redoute qu'ils n'aient pu rejoindre ces groupes armés.

Selon les autorités, la situation de l'école dans cette partie de la région a commencé à se détériorer à partir de la rentrée d'octobre 2018 où des écoles ont été incendiées et l'insécurité a empêché les enseignants d'avoir accès aux écoles. La situation de ces milliers d'élèves en décrochage à cause de la fermeture de leurs écoles est un sujet de préoccupation

majeure.

RÉPONSE D'URGENCE (20 déc. 2021)

Le gouvernement et ses partenaires se mobilisent pour trouver des solutions

Pour pallier ce besoin et s'assurer que les enfants jouissent de leur droit à l'éducation selon la Convention Internationale des droits de l'enfant, ratifiée par le gouvernement du Niger, les acteurs du secteur au niveau national et régional se sont mobilisés pour trouver des solutions. Ils se sont réunis le 20 novembre à Tillabéri autour du Secrétaire Général du Ministère de l'Éducation Nationale, avec la participation de la Direction Régionale de l'Éducation Nationale (DREN), les Directeurs Départementaux de l'Éducation nationale (DDEN), les inspections de l'éducation, les partenaires techniques et financiers (PTF) et OCHA. Ils ont recommandé d'organiser une rencontre entre le Ministère de l'Éducation Nationale (MEN) et les Ministères en charge de la question sécuritaire afin de trouver des mécanismes permettant la continuité pédagogique, de promouvoir des solutions innovantes telles que la formation à distance, numérique, radio télé ; sous forme de recherche-action afin d'assurer la continuité pédagogique dans la région. Ils ont en outre recommandé d'identifier les centres de regroupement pour accueillir les déplacés en fonction des besoins de la localité, de promouvoir le recrutement local des enseignants, d'organiser des missions conjointes avec les partenaires pour faire l'état des lieux des écoles fermées et les besoins intersectoriels, de renforcer les capacités de l'encadrement pédagogique en dotant les DDEN et les inspections de moyens roulants et de prendre des mesures incitatives dans les zones d'insécurité pour motiver toute la chaîne des acteurs de l'éducation.

En outre, d'importantes ressources financières doivent impérativement être mobilisées par l'ensemble des acteurs humanitaire et de développement afin de mettre la réponse à l'échelle des nombreux défis de l'école. C'est maintenant qu'il faut agir ; après ce sera trop tard. Des initiatives sont en cours telles que le programme multi année (MYRP) financé par « Éducation can not wait » et endossé par le Niger avec un fonds d'amorçage de 11.6 millions USD et le fond humanitaire régional de 1.06 million USD qui vise la réouverture de 150 écoles et la mise en œuvre des offres alternatives d'éducation dans la région de Tillabéri. L'éducation figure au nombre des secteurs les moins financés dans le plan de réponse humanitaire 2021. Au 30 novembre, seulement 3.4 sur les 16.5 millions de dollars américains requis ont pu être mobilisés, soit 20.5%.

OCHA coordonne la réponse humanitaire sur le plan mondial afin de sauver des vies et protéger les personnes dans des situations de crise humanitaire.

<http://www.unocha.org/niger>

<https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/niger>

<https://reliefweb.int/country/ner>

À propos

Conditions d'utilisation

Règle de confidentialité

Droits d'auteur

